

A ces mots le vieux tabellion bocha la tête. — Eh bien ! de quoi ? fit le grognard ; vous ne répondriez pas de monsieur Théophile, vous, son père paternel.

— Je ne dis pas cela, mon cher monsieur Bourguignon ! s'écria maître Gonet ; seulement Théophile juge quelquefois les affaires trop légèrement ; et puis il veut trop faire à la fois ; qui trop embrasse, mal étreint, dit aussi un autre proverbe.

C'est positif ; voilà la chose, ajouta le grognard.

Euphrasie avait supporté le départ de Gontrand avec une résignation qui ne s'était pas démentie un seul instant. Sans cesse auprès de la jeune madame Gohet et de la vieille mademoiselle de Saint-Auge, elle puisait dans la consolation de sa compagnie et dans les avis de son amie une force d'âme extraordinaire. Quelquefois aussi la fille du soldat allait au presbytère et trouvait encore auprès de l'abbé Caffieux, malgré son grand âge, de ces paroles affectueuses qui répandaient sur les blessures de l'âme un baume bienfaisant.

Gontrand écrivait d'Afrique chaque fois que l'occasion se présentait, soit au grognard, soit à sa sœur. Toutes ses lettres étaient empreintes d'un esprit chevaleresque et d'un amour sans bornes pour sa fiancée ; mais il ne parlait jamais des combats auxquels il avait pris part. Heureusement que, pour ses amis, les rapports officiels des généraux cités dans le *Moniteur*, en rendaient compte pour lui. La jeune officier de spahis avait noblement inauguré le nom de son père et, dès la première action où il s'était trouvé, il avait enlevé un étendard après avoir tué de sa main le chef arabe qui le portait. Le maréchal gouverneur de l'Algérie avait demandé pour lui la croix de la Légion d'Honneur ; elle lui avait été accordée par le roi. Quelques semaines après, c'était un autre trait de courage que le grade de lieutenant venait encore récompenser.

Euphrasie était fière de son amant, comme Blanche s'enorgueillissait de son frère. Les causeries intimes de la jeune femme et de la jeune fille étaient remplies des plus riantes projets d'avenir. Il arriva pourtant qu'Euphrasie éblouie par tant de gloire, dit à Blanche.

— Quand ton frère reviendra, il ne m'aimera peut-être plus. Le voilà sur le chemin des honneurs, il croira s'abaisser en épousant la fille d'un soldat.

— Juge mieux du cœur de Gontrand, ma chère, répondit la jeune femme. Il t'aimera toujours. Peut-il rencontrer une femme plus belle et plus aimable que toi ?

Euphrasie était en effet devenue une fille accomplie. La distinction de ses traits et de ses manières, l'élégante simplicité de sa stature, les ornements de son esprit et la candeur de son âme surtout, en faisaient la perle de toutes les demoiselles du canton, sans en excepter les plus riches. Sa renommée avait fait tant de bruit aux alentours que plusieurs jeunes gens de familles avaient brigué sa main ; à ces incessantes demandes, le grognard avait répondu, d'un ton sec mais poli :

— Ma fille n'est point à marier, voilà la chose.

Trois années s'étaient écoulées depuis le départ de Gontrand pour l'Afrique, et celui de la comtesse d'Harleville pour l'Italie, lorsque le vieux soldat reçut un matin deux lettres : l'une, timbrée de Venise, l'autre, d'Alger. La première contenait ces quelques lignes :

« Mon cher monsieur Bourguignon,

« Les nouvelles déceptions que je viens de éprouver me forcent à quitter l'Italie, où je me trouvais si heureuse. Je vais revenir en France ; mais je ne mettrai pas les pieds à Menecy, car je ne veux point paraître comme une mendicant dans un pays où j'ai mené une existence de reine. Je suis complètement ruinée. Le banquier Orlande Belgois vient de s'enfuir en emportant le reste de ma fortune, que j'avais, de confiance, déposé chez lui. Je me retirerai dans quelques quartiers isolés de Paris, où je pourrai vivre avec ma modique pension de veuve. Je vous ferai savoir mon adresse, mon cher monsieur Bourguignon, dès que je serai installée dans la capitale. Dites à ma fille et à mon fils, si vous entretenez toujours une correspondance avec moi, que je ne leur demande rien, et que je ne veux rien, si ce n'est d'achever en paix ma triste existence.

« Adieu, mon cher monsieur Bourguignon, mon seul et véritable ami. Que n'ai-je écouté vos conseils et suivi vos préceptes !...

« Comtesse de HARLEVILLE,

« née de MENECY. »

Puis, dans un *post-scriptum*, celle-ci entrait dans quelques détails sur la réalisation immédiate de quelques modestes sommes qui lui étaient dues encore sur la vente définitive de ses moufins, faite par le mari de Blanche. Madame d'Harleville priait le grognard de s'entendre à cet effet avec M. Gonet père, qui, mieux que son fils, avait connaissance de ses affaires particulières. Du reste, pas un mot de plus, que ce que nous venons de dire, pour l'ancien notaire, pour ses enfants et pour son gendre.

La seconde lettre contenait vraisemblablement une tâche nouvelle, puisqu'elle était lourde et cachetée de noir. Le grognard y lut ces lignes qu'il interrompit maintes fois par des exclamations de désespoir :

« Monsieur,

« Je suis chargé d'une triste mission : mon camarade et mon ami, Gontrand d'Harleville, lieutenant en premier aux spahis, mortellement blessé à l'attaque du marabout Gazh-Arash, le 19 du mois dernier, m'a chargé, avant de mourir, de transmettre à vous seulement ses derniers vœux et ses volontés suprêmes. Quelque pénible que soit ce devoir, je dois m'en acquitter pour répondre à la confiance de mon noble camarade.

« Il vous adresse ses adieux et vous prie de donner à votre fille Euphrasie la boucle de cheveux et l'anneau que j'ai joint à cette lettre. Il désire que les 1,200 francs que vous lui avez remis la veille ou le jour de son départ de Menecy, et que je vous fais passer par un mandat sur le trésor ci-inclus soient consacrés à payer la dot de mademoiselle Euphrasie, votre fille, qui, selon sa promesse doit se faire religieuse.

« Voilà, monsieur, les dernières volontés de mon cher camarade, qui est mort dans mes bras, avec le courage d'un officier de spahis, et cette perte va vous porter un coup sensible, et je partage plus que personne les regrets que vous allez en ressentir ; car Gontrand d'Harleville était fait pour parvenir au plus haut grade des militaires, et il laisse dans l'armée, au milieu de laquelle il avait su se populariser un nom déjà illustre et des souvenirs qui ne périront jamais. Encore quelque mois peut-être, il allait être nommé capitaine ; c'eût été beau à vingt-deux ans à peine ! le sort en a ordonné autrement, et si quelque chose peut adoucir nos regrets, c'est la manière glorieuse dont il a succombé en combattant, comme son père, pour la gloire de son pays !

« Recevez, monsieur, l'expression de tous les sentiments distingués avec lesquels j'ai l'honneur d'être etc.,

« ALFRED DES ORMES,

« lieutenant en 1er aux spahis d'Afrique. »

Après la lecture de cette lettre, le grognard resta quelques moments comme pétrifié ; de grosses larmes tombaient sur ses moustaches blanches. Enfin, levant les yeux aux cieux, il s'écria :

— Voilà le résultat des conceptions de la comtesse ! Gontrand est mort !... Pauvre enfant ! Et je n'étais pas là pour le défendre et recevoir son dernier soupir ! C'est là qu'est le motif de la chose.

ÉMILE MARCO DE SAINT-HILAIRE. (A continuer.)



LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 7 AOUT, 1846.

NOUVELLES D'EUROPE.

Arrivée de la Malle Du 19 Juillet.

Le Steamer l'Hibernia parti de Liverpool le 19 juillet, est arrivé à Boston, lundi matin, le 3 août après une traversée de 14 jours.

Il n'en est plus important des nouvelles apportées par cette malle est la sanction par le parlement anglais du traité de l'Orégon, qui paraît avoir causé une satisfaction générale.

Le nouveau ministère est en complète organisation, et a commencé ses travaux. La plupart de ses membres ont été réélus sans opposition, excepté Lord Ebrington et M. Macaulay. Le besoin du calme et du repos se fait sentir après les orages et les tempêtes de cette mémorable session. Le nouveau cabinet aura un *fair trial*.

Le Bureau colonial, avec Lord Grey pour chef et MM. Haues et Charles Buller pour assistants doit être très effectif. On parle de grandes réformes à faire. Voici ce que dit de ce sujet l'Atlas de Londres : « les abus, l'incompétence, le défaut de responsabilité du département colonial, sont devenus si grands, si mauvais, qu'on ne peut plus les supporter. La bureaucratie, qui a réellement pendant tant d'années, gouverné chaque secrétariat colonial et mal gouverné toutes les colonies a eu un règne beaucoup trop long. Mais son heure a sonné. — Pour le nouveau ministère, le grand mot d'ordre est : REFORMES COLONIALES ; mieux vaut tard que jamais.

Le Spectator de Londres écrit, au sujet du Canada : « Le dérangement ministériel paraît continuer en Canada. Quand Lord Cathcart fut nommé gouverneur, c'était dans un temps où une grande question internationale était agitée entre l'Angleterre et les Etats-Unis ; on craignait la guerre. — Aujourd'hui que ces craintes sont disparues, il nous semble que cette nomination devrait être abrogée. Lord Cathcart a prouvé déjà qu'il ne possède aucune des qualifications requises pour un poste aussi élevé. La question du Free Trade complique les difficultés de l'administration coloniale. Il est besoin de tact et de ménagements dans la situation présente, lord Cathcart n'y comprendrait rien. Les whigs sauront trouver l'homme qu'il faut aux colonies.

Le parlement anglais s'est réuni lundi 13 juillet, pour la première fois depuis la formation du cabinet, et tous ceux des membres de l'administration nouvelle qui ont déjà été réélus, sont venus prêter serment et s'asseoir sur les bancs de la trésorerie. La physionomie de l'Assemblée était des plus curieuses à observer. Les protectionnistes étaient radieux ou affectaient de l'être ; les amis du ministère déchu se drapaient dans leur dignité, pendant que les partisans du nouveau cabinet étaient dans l'attente et dans l'inquiétude.

Les whigs avaient quitté les bancs de l'opposition pour venir occuper ceux où siège d'habitude le parti ministériel ; les protectionnistes étaient restés à leurs places habituelles, donnant ainsi une sorte d'adhésion au nouveau cabinet. Lord George Bentinck, M. d'Israeli, sir Robert Inglis, lord Ingestre, se trouvaient ainsi côte à côte avec les députés libéraux. Il en résultait que les bancs ministériels étaient garnis d'une foule compacte, tandis que ceux de l'opposition semblaient déserts. Ils n'étaient occupés, en effet, que par les anciens ministres et leurs amis personnels, dont cet arrangement faisait ressortir davantage le petit nombre. Sir James Graham a pris place à la tête de ce nouveau d'opposition. Sir Robert Peel n'assistait pas à la séance. Lorsque lord John Russell s'est assis au banc de la trésorerie, lord George Bentinck est venu lui serrer cordialement la main et a causé quelque temps avec lui.

La curiosité était générale, car on croyait entendre le programme du ministère, ou moins sur les deux questions principales qui doivent décider de son existence : la législation des sucres et l'administration de l'Irlande. Cette attente a été trompée. Lord John Russell a annoncé à la chambre que les membres du cabinet, obligés de se présenter devant les électeurs, n'avaient pas encore pu se réunir ; c'est jeudi soir seulement qu'il fera connaître l'époque à laquelle le cabinet présentera le bill sur les sucres. Lord John Russell n'a voulu entrer dans aucun détail sur la nature de la loi qu'il compte proposer ; il a seulement averti la chambre qu'il demanderait une nouvelle prolongation du droit actuel, les mesures du gouvernement pouvant rencontrer une très grande opposition.

Ces paroles du premier ministre ont produit une sensation profonde : on a supposé aussitôt que le cabinet avait en vue une mesure radicale, et probablement l'égalité de droits entre les sucres de toute provenance : par conséquent la suppression de tout droit différentiel en faveur des colonies anglaises. On ne sait, du reste, de précis sur les intentions du ministère. Une députation de la commission des Indes-Occidentales, chargée de défendre les intérêts des Antilles anglaises, s'était présentée le samedi soir chez lord John Russell. Le ministre, en priant la députation de n'attacher aucune importance aux bruits répandus dans les journaux, lui a refusé toute explication sur le projet du gouvernement.

M. Labouchère, interpellé sur la marche que le gouvernement comptait suivre vis à vis de l'Irlande, a fait la même réponse que lord John Russell au sujet de la loi des sucres ; il a renvoyé toute explication à jeudi soir. Le ministère a accepté du reste le principe des deux bills présentés par le dernier cabinet, et relatif à la législation des pauvres, l'autre aux concessions de terrains en Irlande, et a annoncé qu'il en poursuivrait l'adoption. Un troisième bill a été, sur la demande de sir James Graham, renvoyé à la session prochaine.

La séance de la chambre des lords n'a offert aucun intérêt. Le duc de Wellington est venu s'asseoir sur le sac de laine, à côté du chancelier, lord Cottenham. Tous ses anciens collègues sont allés prendre place sur les bancs de l'opposition. On a remarqué que lord Brougham, qui a été si longtemps le chef des whigs dans la chambre haute, est allé s'asseoir au milieu des Tories, entre ses anciens adversaires, lord Lyndhurst et lord Eldon.

— La reine d'Angleterre et le prince Albert sont revenus le 6 juillet à Osborne-House au palais de Buckingham à Londres. Peu après son arrivée S. M. a donné audience à Lord John Russell.

On sait que la maison de la reine d'Angleterre se ressent des vicissitudes ministérielles. Par suite donc de la retraite du cabinet tory, la duchesse de Buccleugh sera, dit-on, remplacée par la duchesse de Sutherland, comme mistress de la garde-robe de S. M.

La duchesse de Sutherland a déjà occupé cette position il y a quelques années, et sa retraite se rattache à une anecdote assez peu connue.

Toute la cour était un jour réunie pour assister à quelque cérémonie officielle. La duchesse de Sutherland, dont la place était marquée près de la reine, manqua seule au rendez-vous et retardait le départ. Un quart-d'heure s'écoula pendant lequel S. M. laissa plusieurs fois percer les signes d'une assez vive impatience.

Enfin, au moment où de guerre lasse, la reine, qui est très-punctuelle, allait monter en voiture sans sa première dame d'honneur, la duchesse de Sutherland parut toute hors d'haleine et balbutia timidement quelques excuses. « Ma chère duchesse, lui répondit la reine, je crois que vous avez une mauvaise montre ; et, en même temps, S. M., dédaignant la chaîne de la magnifique montre que elle portait elle-même, la passa au cou de lady Sutherland.

Bien que présentée sous la forme d'un riche cadeau, la leçon n'en fit pas moins une vive et profonde impression ; la duchesse pâlit et rougea tout à tour ; on vit même perler, suspendue à ses longs cils, une larme qu'elle s'efforçait en vain de déborder, et dès le lendemain matin elle envoya sa démission à la reine.

La nouvelle de la révocation des lois des céréales a été fêtée partout, en Angleterre, par des réjouissances publiques, défilé de bandes, salves d'artillerie, volées de coups de canon, notamment à Stockport, Oldham, Leigh, Rochdale, Middleton, Glasgow, Barby, A Ashton-Under-Leyne et à d'autres endroits. La liberté de commerce avec le monde entier ? Un barbillon avait arboré un drapeau devant sa boutique on y lisait : « Ici on ne ras pas les monopoles ! » A Stockport, on avait érigé un étendard. Une inscription y portait : « A la mémoire du monopole ! » Dans presque toutes les villes, les démonstrations ont été faites surtout par les classes ouvrières. Des processions auront lieu dans quelques localités, et dans d'autres les chefs de fabriques régaleront les ouvriers.

Dans un meeting tenu, le 2, à Manchester, par la ligue qui s'était formée pour renverser la loi abusive des céréales et faire triompher la politique du libre échange. Il a été décidé que cette agitation pacifique s'ajournerait indéfiniment. Le but qu'elle poursuivait depuis huit ans est atteint. A quoi pourrait-elle aspirer aujourd'hui !

On a voté des salves d'applaudissements pour les membres du conseil de la ligue et surtout pour MM. George Wilson et Richard Cobden qui en étaient la tête et l'âme.

En outre, les plus riches habitants de Manchester et de Liverpool ont ouvert une souscription pour offrir à M. Cobden un témoignage de gratitude. On croit qu'elle atteindra le chiffre de 100,000 liv. st. (2 millions de francs).

L'amiral anglais Ingfield, qui commande la station anglaise de la Plata, est envoyé à la station des Indes-Orientales et de la Chine. Il y remplace sir Thomas Cochrane qui revient en Angleterre. Le capitaine de vaisseau Herbert va remplacer l'amiral Ingfield dans la Plata. Le commandant Hotham, de la corvette à vapeur le Gorgone, qui s'est distingué au combat de l'Obligado, a été nommé au commandement de la station de la côte occidentale d'Afrique, en remplacement du commodore Jones, décédé.

— Un des derniers actes de sir Robert Peel a été de recommander M. MacCulloch à la reine Victoria pour une pension de 5,000 fr., afin de rémunérer ses services qu'il a rendus par ses écrits sur l'économie politique. Le fils aîné de sir Robert Peel n'a pas été, comme on l'a dit, déposé à la prison pour dettes. A l'époque où on lui faisait perdre 1,500,000 fr. au jeu dans une maison de Londres, il était à Berne, où il remplissait les fonctions de premier secrétaire de légation.

FRANCE.—La session de 1846 a été close le trois juillet, par une proclamation portée à la Chambre des pairs par M. le garde des sceaux et à la chambre des députés, par M. le ministre de l'Intérieur. Trois jours après, une ordonnance portant la date du 6 juillet, prononçait la dissolution de la chambre des députés, convoquant les collèges électoraux pour le 1er août et les chambres pour le 17.

— M. de Titov, ministre de la Russie à Constantinople, quittera prochainement ce poste, où il est remplacé par M. Oustouff.

— Le premier chambellan du sultan est parti pour Alexandrie ; il l'accompagnera Mehemet-Ali à Constantinople.

— Pendant le voyage du sultan Abdul-Medjid, plus de quinze mille enfants, tant chrétiens que musulmans, ont été vaccinés par les médecins de sa suite.

ALGERIE.—Le journal *Alkhar* rapporte le bâtiment infligé aux trinités qui ont joué le principal rôle dans le guet-apens de Sidi-Brahim. Le 17 juin, une fraction de la colonne du général Cavaignac, sous les ordres du colonel Mac-Mahon, a atténué une partie du Maïrda, une des tribus qui ont pris part au combat du 23 septembre.

Le 8e bataillon de chasseurs d'Orléans faisait l'avant-garde. Depuis quelques jours, ces braves parcourant le territoire des Maïrda, trouvaient des objets qui avaient appartenu à leurs camarades massacrés. Aussi dans la lutte qui s'engagea, ils tuèrent, en moins de trois heures, 180 hommes de cette tribu. Quelques Maïrda, blottis dans des cavernes ou réfugiés sur des pics presque inaccessible, furent pris par les soldats des 5e et 11e de ligne.

Le reste des tribus récalcitrantes est venu le lendemain offrir sa soumission.

Pendant ce temps, le général Cavaignac descendait le cours de l'Oued-Kis, empêchant l'ennemi de se réfugier chez les Beni-Snassen, et l'accablait à la mer, où il fallait périr ou se rendre.

En même temps une autre colonne fouillait le terrain en ramenant des troupes considérables, un grand nombre de mulets et de chevaux.

— On croit qu'Abd-el-Kader se tient près du Maroc, entre le Tell et le Sahara.

Tout est à peu près tranquille en Espagne, et les dernières nouvelles du Portugal sont plus rassurantes. Les tentatives des miguelistes ont été comprimées ; les gardes nationales s'organisent et semblent promettre au trône constitutionnel un appui dévoué. La pénurie du trésor est toujours grande, mais le rétablissement de l'ordre est à cela le meilleur remède. En attendant, un décret royal a autorisé la circulation de certaines monnaies anglaises, française et espagnoles afin de rendre les transactions et les paiements plus faciles.

Le nouveau pape a ordonné la dissolution des commissions judiciaires ou cours prévotales, et fait suspendre les procès politiques commencés avant son avènement ; c'est un premier pas vers l'annulation. Il a élevé au poste de secrétaire d'état le cardinal Gizzi et nommé ministre le cardinal Amat, deux hommes recommandés par leur lumières et la modération de leurs principes. Le cardinal Amat est un ami particulier de notre ambassadeur, le comte Rossi.

Enfin il n'est pas jusqu'à Constantinople qui ne marche dans la voie du progrès. A peine de retour dans sa capitale, le sultan s'est rendu à la Porte et a fait lire un *hatti-cherif* adressé au Grand-visir, par lequel il supprime dater du 1er mars 1817 les lois édictées dans les ports d'Antrinope, de Zuehlevi, de Rouchouk et les octrois dans toutes les villes de l'empire. En même temps il a été créé un conseil de l'instruction publique à la tête duquel figure Reschid-Pacha.

Il est impossible de ne pas faire en grande partie honneur de ces résultats, du ces améliorations à la politique de paix, que les grandes puissances ont pratiquée depuis 1810, et l'on a raison de dire qu'il n'y a pas un homme sensé, pas un ami de l'humanité qui puisse aujourd'hui vouloir pour d'éternelles rivalités ou des intérêts mesquins, ralentir ou compromettre par des velléités belliqueuses, le mouvement qui s'accomplit en Europe.

ITALIE.—On écrit de Livourne, le 8 juillet : « Nous avons des nouvelles de Rome du 5 et de Bologne du 6. N'importe ni les réformes n'étaient encore publiées. Ce retard excitait d'autant plus de mécontentement que l'on savait qu'il ne dépendait pas de la volonté de Pie IX.

M. le comte Rossi a présenté le 4 au nouveau Pape les lettres de créance qui l'accréditent en qualité d'ambassadeur près du Saint-Siège.

Monsieur Favelli, prolegat, résidant à Bologne, a, par ordre de la secrétairerie d'Etat, réprimandé le marquis Gioacchino Pepoli (petit-fils de Joachim Murat), M. Marco Minghelli, M. Aglietti, le marquis Janari, c'est-à-dire les personnes qui les premières ont signé la pétition envoyée à Rome, parce qu'elle contenait des expressions trop dures pour le gouvernement précédent. Ces messieurs ont répondu qu'ils croyaient agir pour le bien du leur patrie, et qu'ils réitéraient cette démarche si les circonstances l'exigeaient.

— Une correspondance particulière du *Courrier de Marseille* confirme ainsi ce qui a déjà été dit sur les vues libérales du pape Pie IX :

« Le gouvernement de Rome, monsieur Marini, avait fait arrêter de jeunes Bolognais, qui venaient à Rome.

« Ceux-ci, après avoir subi la vérification de leur valise, furent, avec la défense d'entrer à Bologne, l'ordre de retourner chez eux. Revenus à Bologne, ils se plaignirent au cardinal Oppizzoni, évêque de Bologne, qui s'empressa de faire au pape le récit de leur aventure.

« Deux jours après, le gouverneur de Rome était venu travailler, selon l'usage, avec S. S. ; le pape lui demanda s'il n'avait rien de particulier à lui raconter.

« Non, répondit Monsieur Marini.

« Et les jeunes gens de Bologne, que vous avez empêchés de venir à Rome ?

« Le gouverneur voulait se justifier, en alléguant qu'on avait trouvé dans leurs papiers des satires et des sonnets contre le gouvernement.

« Sciocehezzo (hérisse), dit S. S. ; vous savez bien que si vous laissez visiter nos propres bagages, vous en trouveriez autant ! Il est temps que tout cela finisse ; et que l'on respecte un peu la liberté individuelle ; j'espère que ce sera la dernière fois que nous entendrons de semblables plaintes.

LE CHOLÉRA.—Le choléra, qui s'est déclaré avec tant de rapidité au commencement de mai à Aden, a presque disparu. Quelques cas se présentent encore de loin en loin, mais sans gravité. Le changement de saison a délivré Aden du fléau qui, pendant le peu de jours qu'il a été dans sa cité arabe, lui a enlevé 400 habitants. La proportion a été de 4 morts sur 5 malades.

En rade, les navires de guerre ou de commerce ont perdu des hommes. Le navire anglais *Brooke*, sorti du port le 21 juin, y est revenu le 23, ayant perdu son capitaine. Les matelots n'avaient pas continué le voyage prétendant que la mort du capitaine les déchargeait des engagements pris avec lui. Ils demandaient une augmentation de salaire. Les tribunaux ont décidé qu'un matelot était engagé avec le navire et non avec le capitaine. L'équipage a des lors repris son poste à bord.

Le choléra s'étend sur tout le territoire de l'Hyemen. La mortalité est effrayante : Mocha, Sida, Jamba, tous les bords de la mer Rouge sur la côte arabique sont atteints. La côte abyssinienne est dans un état sanitaire satisfaisant.

Comme la maladie suit le même itinéraire qu'en 1832 et 1833, il y a tout à craindre qu'elle ne soit bientôt en Europe, sur les rives de la Méditerranée, et l'on ferait bien de se précautionner à l'avance pour les soins immédiats que demande ce terrible mal qui n'épargne personne, ni riche, ni pauvre, et dont aucune précaution de quarantaine ne peut arrêter la marche. Néanmoins, le choléra n'est pas contagieux.

Le climat d'Aden est lui-même fort malsain pour les Européens, dont la plus forte constitution ne résiste pas à un séjour de plus de trois ans. Telle est la chaleur dans la ville, pendant cinq mois de l'année, du 1er mai au 30

septembre, qu'il arrive aux portes d'éclairer ses tables.

Dans toutes les parties de l'Inde, le choléra fait de grands ravages.

LE MARIAGE D'ABD-EL-KADER.—Un Espagnol qui est resté quelques mois dans l'empire du Maroc, et qui a étudié les mœurs des Arabes, donne quelques détails sur le mariage d'Abd-el-Kader avec Lella-Kheira. Comme cela se pratique toujours en pareille circonstance, la première entrevue d'Abd-el-Kader avec Lella-Kheira a eu lieu près d'une fontaine. C'est là que se décide, presque toujours, la destinée des femmes arabes. Cette entrevue a coûté la vie à un individu qui en avait été témoin, et qui a péri de la main d'Abd-el-Kader. Mahbou-Edin, père d'Abd-el-Kader, a donné en dot à son fils une forte somme, huit jours avant le mariage, et il a promis une somme pareille qui devait être payée à la femme, en cas de mort du mari ou de divorce. Puis la femme devait recevoir des bracelets, des pendans d'oreille et deux kolkols d'or, deux grands anneaux.

Sid Aly Den Taleh, père de Kheira, donna à sa fille, outre sa dot, un lit, un miroir et une négresse. Abd-el-Kader a passé en oraisons les trois mois qui ont précédé son mariage. Le jour de l'arrivée de sa fiancée, sous le nom de Lella-Kheira, l'embrassant, lui dit : « Tékou bel baraka nel shai ! » (Sois la bien venue, toi qui m'apportes la paix et le bonheur.) Le lendemain des noces, il s'est enfui furtivement de la tente nuptiale suivant l'usage, et il a passé trois jours dehors. Ainsi le veulent les mœurs arabes.

HOLLANDE.—On écrit de Luxembourg, le 19 juin. « Dimanche dernier à eu lieu, dans les environs de notre ville la procession des *entées*, appelée ainsi parce que les personnes qui y prennent part, au lieu de marcher ailleurs alternativement deux pas en avant et un pas en arrière. Cette ridicule procession, qui fut instituée vers la fin du seizième siècle, pour conjurer une épidémie, laquelle en effet, eussent quelques jours après, se fit depuis un petit état dans le voisinage de Luxembourg, jusqu'à l'église paroissiale de la petite ville d'Echternach. Presque tous les paysans, hommes, femmes et enfants de la contrée y figurent. Ils croient pouvoir par ce moyen, préserver leur bétail de toute maladie contagieuse. Quelque le nombre des personnes qui concourent, dimanche dernier, cette grotesque cérémonie ne son élevés plus de huit mille, on peut, sans crainte de se tromper, évaluer au quintuple le nombre des individus qui assistent comme spectateurs.

PORTUGAL.—Le bruit d'un conflit entre les troupes d'Opito et le peuple d'Opito a été démenti de fondement. Le bateau à vapeur le *Francis* a amené d'Opito à Lisbonne une partie du régiment no. 16, qui a été débarqué le 16 juin avec une orientation maladroite au milieu du jour, ainsi le peuple a-t-il fallu lui faire un mauvais parti. Il l'aurait et suivi en proférant des menaces et en lançant des pierres. Il n'y a pas, toutefois, de malheur sérieux à déplorer.

RUSSIE.—L'impératrice de Russie et la grande-duchesse Olga sont arrivées à Saint-Petersbourg le 15 juin.

SARDAGNE.—Le gouvernement a résolu d'envoyer à Venise un commissaire pour négocier l'arrangement de différents survenus récemment au sujet de certains droits de douane. Le cabinet de Vienne a aussi montré des dispositions bienveillantes et désapprouvé certaines démarches faites à ce sujet par quelques fonctionnaires. La commission ne parvenant pas à régler le différend, notre gouvernement a déclaré vouloir s'en rapporter au cabinet de Vienne sur le choix des moyens ultérieurs, propres à conduire à une solution.

A FRANCE.—M. le duc de Bordeaux a dû quitter Venise le 20 ou le 25 juin, pour aller à Turin, à Friedrichs sa tante, madame la duchesse d'Angouême, qui est venue visiter par les princesses et les princes de la famille impériale.

BELGIQUE.—Un des membres les plus influents du parti libéral à la chambre des représentants, M. Huet de Broekere, ne croyant pas pouvoir, en conscience, résister des fonctions salariées sous un ministère catholique, vient de donner sa démission du poste de gouverneur de la province de Liège.

DANEMARCK.—On écrit de Copenhague, le 19 juin : « Le duc Decazes est arrivé ici, et a remis à S. M. une lettre autographe du roi des Français, en reconnaissance de l'envoi que S. M. lui a fait de l'ordre de l'Éléphant. Le 18 courant, un courrier extraordinaire est parti pour Bruxelles, porteur des insignes de l'ordre de l'Éléphant pour le roi Léopold. »

ÉTATS PONTIQUES.—Le bruit s'était répandu à Rome, le 19 juin, que le pape Pie IX avait l'intention d'accorder une amnistie générale à tous les condamnés politiques, aussitôt qu'il aurait entièrement organisé sa nouvelle administration pontificale.

— On écrit de Bologne, le 18 juin : Les Autrichiens qui avaient occupé la ville de Ferrare se sont de nouveau retirés dans la forteresse. Ils se tiennent cependant sur toute la ligne du Pô, prêts à marcher au premier mouvement qui éleverait dans les Légations. Une frégate et deux bricks de guerre autrichiens ont jeté l'ancre dans le port d'Ancone.

HESSÉ ÉLECTORALE.—Les jours derniers, les étudiants de l'Université se sont réunis pour délibérer sur le convulsiat, dans les circonstances actuelles de reconquer à l'usage du duel. L'année dernière, un duel eut lieu entre deux étudiants, dont l'un a été tué, et c'est sans doute ce malheureux événement qui aura motivé cette réunion. La question n'a pas été définitivement résolue ; mais il a été convenu que l'on s'abstiendrait autant que possible du duel.

— S. M. le roi de Wurtemberg est parti de Stuttgart le 1er juillet pour aller passer quelques semaines à Baden. C'est pendant le séjour de l'empereur Nicolas à Varsovie qu'on y apprit la suite des prisonniers polonais de la citadelle et de l'hôpital de Weisse, et cet incident a été diversement interprété.

Le prince de Prusse, frère et héritier présomptif du roi, se trouvait avec le czar dans la capitale de la Pologne, et il a dû être témoin du vif mécontentement qu'en a conçu l'empereur. Le prince avait fait connaître de Prague, et postérieurement de Varsovie, à son auguste frère, son intention de se rendre à St. Pétersbourg, pour y assister aux noces de la grande-duchesse Olga, sa nièce ; mais depuis la fuite des prisonniers, il n'est plus question de ce voyage, dont les préparatifs sont décomposés.

Du rapprochement de ces faits, on peut induire que l'empereur Nicolas, comme bien d'autres, a attribué la possibilité de la fuite des prisonniers polonais à une connivence secrète du gouvernement prussien, et qu'il a trop peu de soin de dissimuler ce soupçon au frère du roi, qui n'a pu manquer de s'en tenir pour sûr.

Bulletin Commercial.

Les nouvelles commerciales sont favorables. Une grande activité régnait dans tous les districts manufacturiers ; la marche aux cotons avait une tendance à la hausse. L'argent était abondant, et une hausse avait eu lieu dans les actions des banques. On doit espérer que cet état de prospérité et de confiance aura une influence heureuse de ce côté de l'Atlantique. Prix Courants de Liverpool.—19 juillet 1846.

Blé rouge du Canada	5 6	a 7 0
Do. blanc	7 3	a 7 6
Fleur du Canada bonne qualité	25 0	a 26 6
Do. do. inférieur	22 6	a 23 0
Orge par 60 lbs.	4 0	a 4 3
Avoine par 45 lbs.	3 6	a 3 9
Pois par quartier	34 0	a 37 0

Bois canadien.

Pin jaune par pied	1 2	a 1 8
Pin rouge do.	1 10	a 2 0